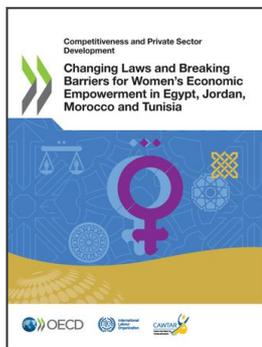


# Sigles et acronymes

ADFM	Association démocratique des femmes du Maroc
AEF	Autonomisation économique des femmes
AFTURD	Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement (Tunisie)
AMDF	Association marocaine des droits des femmes
APALD	Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination (Maroc)
APD	Aide publique au développement
ATFD	Association tunisienne des femmes démocratiques
CAWTAR	Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche
CBJ	Banque centrale de Jordanie
CE-BSG	Centre d'excellence de la budgétisation sensible au genre
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CESE	Conseil économique, social et environnemental (Maroc)
CEWLA	Centre pour l'assistance juridique des femmes égyptiennes (Égypte)
CNDH	Conseil national des droits de l'Homme (Maroc)
CNFCE	Chambre nationale des femmes chefs d'entreprises (Tunisie)
CNSS	Caisse nationale de Sécurité sociale (Maroc)
COLIBE	Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Tunisie)
CREIDIF	Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (Tunisie)
CSI	Confédération syndicale internationale
CSW	Commission de la condition de la femme des Nations Unies
DGCL	Direction générale des collectivités locales (Maroc)
DIDH	Délégation interministérielle aux droits de l'Homme (Maroc)
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDHS	Enquêtes démographiques et de santé (Égypte)
EGP	Livre égyptienne
EMF	Fédération égyptienne de la microfinance
ENA	École nationale d'administration (Tunisie)

EPIC	Coalition internationale pour l'égalité salariale
ERTU	Union de la radio et de la télévision égyptienne
ESS	Économie sociale et solidaire
EVAR	Évaluation égyptienne de la vulnérabilité des réfugiés
FAEF	Forum MENA-OCDE pour l'autonomisation économique des femmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEI	Fédération des industries égyptiennes
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FRA	Autorité de régulation financière (Égypte)
GANHRI	Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme
GBA	Alliance bancaire internationale pour les femmes
VFS	Violence fondée sur le sexe
GIIN	Global Impact Investing Network (Réseau international d'investissement d'impact)
GIZ	Agence allemande de développement
GTPPE	Groupe thématique parlementaire pour la parité et l'égalité (Maroc)
HACA	Haute autorité de la communication audiovisuelle (Maroc)
HAICA	Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (Tunisie)
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCP	Haut-Commissariat au Plan (direction de la statistique) (Maroc)
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
IDE	Investissements directs à l'étranger
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
IMF	Institution de microfinance
INDH	Institution nationale des droits de l'homme
JEDCO	Association jordanienne de développement des entreprises
JNCW	Commission nationale jordanienne pour les femmes
JOD	Dinar jordanien
JRP	Plan d'intervention de la Jordanie en réponse à la crise syrienne 2018-2020
LEA	Ligue des États arabes
MEF	Ministère de l'Économie et de la Finance (Maroc)
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MGF	Mutilations génitales féminines
MIIC	Ministère de la Coopération internationale (Égypte)
MSSDEF	Ministère de la Solidarité, du Développement social, de l'Égalité et de la Famille (Maroc)

MFFES	Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors (Tunisie)
NCCM	Conseil national de l'enfance et de la maternité (Égypte)
NCPE	Comité national sur l'équité salariale (Jordanie)
NCW	Conseil national des femmes (Égypte)
NEET	Ni en études, ni en emploi, ni en formation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OIE	Organisation internationale des employeurs
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PGE	Plan gouvernemental pour l'égalité (Maroc)
PIB	Produit intérieur brut
PISA	Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Sida	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SIGI	Indice Institutions sociales et égalité homme-femme
SSC	Caisse nationale de Sécurité sociale (Jordanie)
STEM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
TEA	Taux d'activité entrepreneuriale au stade précoce
UE	Union européenne
UGTT	Union générale tunisienne du travail
UIP	Union interparlementaire
UMW	Union des femmes des médias (Égypte)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la science, l'éducation et la culture
UTICA	Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
VEF	Violence envers les femmes
WEP	Principes d'autonomisation des femmes
WUAB	Union mondiale des banquiers arabes



Extrait de :

## Changing Laws and Breaking Barriers for Women's Economic Empowerment in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ac780735-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Organisation internationale du travail/Center of Arab Woman for Training and Research (2020), « Sigles et acronymes », dans *Changing Laws and Breaking Barriers for Women's Economic Empowerment in Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/4c7f0830-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.